

**CAE CLARA**

**CONTACT@CAE-CLARA.FR**

**WWW.CAE-CLARA.FR**

**01 77 72 30 30**

SCOP/SA à capital variable.  
RCS PARIS 494 238 785  
SIRET 494 238 785 00062  
Code naf 7022Z  
TVA INTRACOM: FR72494238785  
43 Bd de Magenta  
75010 PARIS



# MÉMO FINANCEMENT FORMATION PROFESSIONNELLE CAE CLARA - 2024

# Plan de développement des compétences à l'initiative de l'entreprise ou du·de la salarié·e

Ce plan permet aux salarié·e·s de suivre des actions de formation à l'initiative de leur employeur·euse, par opposition aux formations qu'ils·elles peuvent suivre de leur propre initiative grâce à leur compte personnel de formation, ou à leur initiative avec l'accord de l'employeur·euse.

## Compte personnel de formation (CPF)

[Voir le site moncompteformation.gouv.fr](http://moncompteformation.gouv.fr)

Le Compte personnel de formation (CPF) permet à toute personne active, dès son entrée sur le marché du travail et jusqu'à la date à laquelle elle fait valoir l'ensemble de ses droits à la retraite, d'acquérir des droits à la formation mobilisables tout au long de sa vie professionnelle.

Les formations accessibles sont les actions de formation sanctionnées par :

- Les certifications professionnelles enregistrées au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP),
- Les attestations de validation de blocs de compétences,
- Les certifications et habilitations enregistrées au répertoire spécifique (dont CléA) ou enregistrées à la CNCP avant le 1er janvier 2018,
- Les actions de validation des acquis de l'expérience (VAE),
- Les bilans de compétences,
- Les actions de formation, accompagnement, conseil, dispensées aux créateur·rice·s/ repreneur·euse·s d'entreprises,
- Les actions de formation destinées à permettre aux bénévoles, volontaires en service civique, pompiers d'acquérir les compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions (seuls les droits acquis au titre du compte d'engagement citoyen peuvent financer ces actions).

A noter : les certificats de qualification professionnelle (CQP) ne sont plus éligibles au Compte personnel de formation (CPF), lorsqu'ils ne sont pas, par ailleurs, inscrits au RNCP.

### ***Demandeur·euse·s d'emploi***

Pour qu'une formation soit éligible au Compte personnel de formation (CPF) des demandeur·euse·s d'emploi, une alternative aux formations certifiantes citées ci-dessus, est qu'elle soit sélectionnée dans les appels d'offre des régions, de Pôle emploi ou de l'Agefiph (pour les personnes handicapées) pour des formations concourant à l'accès à la qualification des personnes à la recherche d'un emploi. [Article L.6323-6 I. et II]

### ***Travailleur·euse·s indépendant·e·s***

Pour les travailleur·euse·s indépendant·e·s, membres des professions libérales et des professions non-salariées, leurs conjoint·e·s collaborateur·rice·s et les artistes auteur·e·s, les droits du Compte personnel de formation (CPF) seront alimentés une première fois en 2020, au titre des activités professionnelles accomplies en 2018 et en 2019.

### ***Agent·e·s public·que·s et agent·e·s consulaires***

Consultez [le site de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique](#) (DGAFP).

## **Projet de transition professionnelle (PTP) ou CPF de transition professionnelle**

[Voir le site moncompteformation.gouv.fr](http://moncompteformation.gouv.fr)

Le projet de transition professionnelle est une modalité particulière de mobilisation du compte personnel de formation permettant aux salarié·e·s souhaitant changer de métier ou de profession de financer des formations certifiantes en lien avec leur projet.

Le projet de transition professionnelle peut être utilisé pour financer des formations certifiantes, éligibles au compte personnel de formation (cf. ci-dessus).

## **Artiste auteur·rice et ou compositeur·rice**

Le droit à la formation professionnelle des artistes auteur·rice·s (parolier·ère·s, compositeur·rice·s, réalisateur·rice·s, plasticien·ne·s, auteur·rice·s, chorégraphes, scénaristes...) est géré par l'Afdas.

Tous les auteur·rice·s affilié·e·s à l'Agessa ou ayant cumulé au moins 9 000 euros de droits d'auteur au cours des trois dernières années peuvent bénéficier d'une prise en charge du coût de leur formation.

Si vous êtes affilié à une société civile de perception et de répartition des droits (SACEM, ADAMI, SPEDIDAM, etc.), des financements sont possibles. Renseignements disponibles auprès de chaque société de perception et de répartition des droits.

# Plan de développement des compétences - intermittent·e·s du spectacle

Le plan de développement des compétences des intermittent·e·s du spectacle de l'AFDAS permet de financer, sous conditions, des actions d'adaptation, de développement des connaissances, ou de perfectionnement.

Pour bénéficier d'un financement dans le cadre du plan de développement des compétences, vous devez justifier d'une ancienneté professionnelle de deux ans, et d'un volume d'activité (nombre de jours ou cachets) minimum sur les deux dernières années :

- Artistes interprètes, musiciens : 48
- Techniciens du spectacle vivant, metteurs en scène et réalisateurs : 88
- Techniciens du cinéma et de l'audiovisuel : 130

*AUDIENS (Caisse de retraite, de prévoyance et d'action sociale des artistes/technicien-ne-s)* peut contribuer au financement de la formation pour les intermittents inscrits comme demandeur d'emploi cotisants de l'Alliance Professionnelle Retraite Arrco et/ou Agirc - Section Culture et Communication.

[Plus](#)

[d'informations](#)

Tél : 0 811 655 050 ou 0 173 173 712

## Conseil en Évolution Professionnelle (CEP)

Le CEP est un service d'accompagnement personnalisé et gratuit.

Il est accessible à toute personne active, en emploi ou sans emploi.

Cinq opérateurs se chargent du conseil en évolution professionnelle pour vous accompagner et monter votre projet de formation. Vous pouvez prendre rendez-vous pour un entretien gratuit et confidentiel auprès de :

- Afdas (professionnel·e·s, en activité ou non, des secteurs de la culture, des médias, des sports, des loisirs)
- Pôle Emploi
- Cap emploi (pour les professionnel·le·s en situation de handicap)
- Apec
- Fongecif
- Mission locale (pour les 16/25 ans)

[Plus d'informations](#)

# Opérateurs de compétences (OPCO) - salarié·e·s

Le 1er avril 2019, onze opérateurs de compétences (OPCO), chargés d'accompagner la formation professionnelle, ont été agréés. Ils ont remplacé les anciens organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA). Ces opérateurs de compétences ont pour missions de financer l'apprentissage, d'aider les branches à construire les certifications professionnelles et d'accompagner les PME pour définir leurs besoins en formation.

## Comment connaître son opérateur de compétences (OPCO) ?

1. Votre entreprise est déjà, selon vous, adhérente à un OPCO mais vous souhaitez le vérifier ? Utiliser le site cfadock : en entrant le SIRET de votre entreprise (sans aucun espace) sur le site, votre OPCO sera affiché.
2. Votre entreprise n'est pas encore adhérente à un OPCO ? Utiliser [cette table de correspondance](#) pour trouver votre OPCO grâce à votre Identifiant de Convention Collective (IDCC). Pour rappel, le numéro IDCC se compose de 4 chiffres et est compris entre 0001 et 9999. Il est attribué par le ministère du travail lors de la création de la convention collective et est rattaché à l'intitulé de la convention collective. On le trouve généralement sur les fiches de salaire.
3. Votre entreprise n'est pas encore adhérente à un OPCO et vous n'appliquez pas ou pas encore de convention collective ? Vous pouvez le trouver grâce à votre secteur d'activité et la liste des opérateurs de compétences ci-dessous.

## Liste des opérateurs de compétences (OPCO) :

- AFDAS (presse, édition, cinéma, casino, musique, spectacle vivant, sport, tourisme, radio, audiovisuel, télécommunication...)
- Atlas (services financiers et conseil)
- Uniformation (cohésion sociale, centres socio-culturels, animation, insertion, Pôle emploi, régie de quartier, HLM,...)
- AKTO (Entreprises et salariés des services à forte intensité de main-d'œuvre (chaînes de restaurants, portage salariale, enseignement privé, restauration rapide, activité du déchet, travail temporaire...)
- OCAPIAT (agriculture, pêche, agroalimentaire...)
- 2I (industrie, métallurgie, textile...)
- Construction (bâtiment, travaux publics)
- Mobilités (ferroviaire, maritime, automobile, transport de voyageurs, tourisme...)

- Entreprises de proximité (artisanat, professions libérales...)
- Santé (hospitalisation, établissements médico-sociaux...)
- Commerce (vente, négoce, commerce de détail, commerce de gros...)

[Plus d'informations](#)